



blast



LA CULTURE ÇA URGE



Délivrer l'Alerte
Délivrez l'Alerte !
Des Livres et l'Alerte



Communiqué – Le pays natal du journaliste Julian Assange doit faire plus pour obtenir sa libération : rassemblons-nous devant l’ambassade d’Australie à Paris le 3 septembre à 14h

Le journaliste australien Julian Assange, emprisonné depuis 4 ans et demi au Royaume-Uni, risque d’être extradé vers les États-Unis à tout moment, où il encourt jusqu’à 175 années de prison pour « espionnage ». En réalité, le fondateur de WikiLeaks est persécuté par Washington pour avoir exercé sa profession de journaliste et révélé des informations d’intérêt public, notamment sur des crimes de guerre commis par l’armée états-unienne en Irak et en Afghanistan.

Les médias du monde entier ont publié ces informations, généralement obtenues grâce à des lanceurs d’alerte tels que Chelsea Manning. Tous les documents publiés par WikiLeaks étaient authentiques, l’organisation n’a jamais eu à faire la moindre rétractation.

Si un journaliste australien, ayant publié en Europe, devait être traîné devant une Cour interne américaine, selon une loi interne américaine, aucun journaliste dans le monde ne pourrait publier, en toute sécurité, des informations pouvant déplaire aux États-Unis.

L’Australie, longtemps silencieuse sur le sort de son ressortissant, affirme aujourd’hui par la voix du gouvernement mené par le Premier ministre Anthony Albanese vouloir mettre un terme au calvaire de Julian Assange. Canberra a demandé bien timidement à l’administration Biden d’abandonner les poursuites. Le secrétaire d’État US Antony Blinken a adressé une fin de non-recevoir très nette à la ministre australienne des Affaires étrangères Penny Wong lors d’un sommet à Brisbane le 29 juillet.

Compte tenu du partenariat stratégique qui lie les deux puissances et de la réalité du rapport de force entre elles, il est à craindre que l’action de l’Australie vis-à-vis de Washington s’arrête là.

Canberra a l’obligation de ne pas abandonner le citoyen australien Julian Assange, qui se trouve être le journaliste le plus primé du XXI^e siècle. Le pays natal du fondateur de WikiLeaks doit agir plus fermement, à la fois auprès de Londres et de Washington, d’autant plus que l’opinion publique australienne est massivement en faveur de sa libération.

C’est pour rappeler ce devoir que nous nous rassemblerons le dimanche 3 septembre à 14h devant l’ambassade d’Australie à Paris, 4 rue Jean Rey, dans le 15^e arrondissement (station Bir-Hakeim sur la ligne 6 du métro ou station Champs de Mars-Tour Eiffel du RER C). Des rassemblements similaires auront lieu ce week-end dans le monde devant les ambassades et consulats australiens.

Paris, le 31 août 2023

À l’initiative du Comité de soutien Assange, de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et du Mouvement de la paix / Signataires : Alertes.me, Au poste, Blast, Centre mosellan des droits de l’homme (CMDH), Citoyens résistants d’hier et d’aujourd’hui (CRHA), Collectif d’actions culturelles de La Ciotat/La Culture ça urge, Ligue des droits de l’homme (LDH), Mouvement contre le racisme et pour l’amitié entre les peuples (MRAP), Les Mutins de Pangée, Rencontres annuelles des lanceurs d’alerte, Robin des lois, Syndicat national des journalistes (SNJ), Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT).